

*Initiatives ministérielles*

sexe des propriétaires, les municipalités et la taille des prêts, nous croyons que cette obligation de rendre des comptes modifiera toute l'attitude des banques vis-à-vis des petites entreprises.

C'est la plus grande réalisation du comité. Nous avons fait beaucoup en amenant les hommes et les femmes qui dirigent les banques à réfléchir et à réviser leur façon de traiter avec les entreprises canadiennes, et je ne parle pas des grandes entreprises. Nous savons tous que les banques se bousculent aux portes des grandes entreprises désireuses d'obtenir un prêt, qu'elles demandent 500 000 \$ ou trois milliards de dollars. Ces dernières années les prêts que les banques s'étaient bousculés pour accorder aux grandes entreprises se sont retournés en totalité ou en partie contre elles.

Ce ne sont pas vraiment les grosses sociétés qui nous intéressent dans notre pays. Nous les respectons, ainsi que les emplois qu'elles contribuent à créer. Ce qui nous intéresse, ce sont les petites entreprises et le fait qu'elles sont à l'origine pratiquement de tous les emplois créés chez nous. Je crois et je sais que beaucoup de députés de l'autre côté pensent que ces réunions trimestrielles, ces séances de compte rendu trimestrielles, sont en train d'amener les banques à changer d'attitude.

Au bout du compte, peu importe de quel côté de la Chambre nous nous trouvons, nous sommes ici pour faire repartir l'économie. L'économie canadienne ne repartira que lorsque nous arriverons à créer ensemble un climat où les entreprises pourront prospérer et assurer aux hommes et aux femmes la dignité d'un emploi. C'est la chose la plus importante à laquelle nous pouvons travailler aujourd'hui ici.

Un peu moins de 3 millions d'hommes et de femmes sont sans emploi au Canada. Ce n'est pas un secret. Je ne peux m'imaginer me lever le matin et n'avoir rien à faire, être sans emploi. Nombre d'entre nous avons non seulement une formidable possibilité de servir aujourd'hui notre pays, mais aussi la chance d'avoir eu un emploi tout au long de notre carrière. Peu d'entre nous ont connu la douleur et l'atteinte à la dignité qu'entraîne le fait d'être sans travail. Cette atteinte à la dignité est la chose la plus dure à laquelle un homme ou une femme peut faire face. Nous avons le devoir, avant tout, d'aider à créer un climat qui permettra aux entreprises de prendre les risques, de saisir les occasions et de faire redémarrer l'économie. C'est la raison pour laquelle, nous de ce côté-ci de la Chambre, appuyés en cela par les députés d'en face, nous croyons que lorsque nous adoptons une mesure législative visant à faciliter, même si ce n'est que de façon mineure, la création d'emplois, nous sommes sur la bonne voie.

• (1520)

Il importe que l'adoption d'un projet de loi de ce genre ne traîne pas en longueur. C'est pourquoi il importe que nous travaillions ensemble. Si nous y parvenons et si nous réussissons à apporter à ce projet de loi les amendements qui s'imposent, le sentiment de cohésion que nous projeterons inspirera confiance aux marchés et aux responsables de la mise en oeuvre de ce projet de loi, à savoir les banques.

Ce n'est pas le gouvernement qui mettra la loi à exécution. Une fois que la Chambre l'aura adoptée, ce sont les institutions financières canadiennes qui la mettront en oeuvre. Ce sont les directeurs de banque qui décideront d'accorder ou non la garantie des contribuables à une PME. L'application de la loi est entièrement déléguée aux institutions financières. Du fait de cette garantie, les directeurs de banque peuvent prendre un peu plus de risques, ce qui finira par contribuer au redémarrage de l'économie.

Les PME représentent le meilleur atout que nous ayons pour remettre les Canadiens au travail. Elles y parviendront une fois qu'on aura créé le climat propice. En outre, comme elles n'engendrent pas une bureaucratie lourde, elles ont tendance à être plus efficaces. Les dirigeants de PME sont beaucoup plus proches des hommes et des femmes qui travaillent avec eux dans leur entreprise. Très souvent, une telle atmosphère quasiment familiale suscite le genre d'activité qui donne libre cours à la créativité, entraînant une augmentation de la productivité, ce qui permet à l'entreprise de créer de meilleurs produits à meilleur marché.

C'est également la raison pour laquelle les exportations seront notre salut, au bout du compte. Ces derniers mois, ce sont les exportations qui ont fait vivre l'économie. Bon nombre de ces exportations, dans l'industrie de l'automobile par exemple, provenaient de PME. Certaines PME se sont regroupées au sein d'organismes plus importants, mais beaucoup sont des usines indépendantes qui emploient au maximum de 30 à 50 employés.

Cette Chambre doit changer sa façon de voir les PME. Pendant des années, à Ottawa, on n'a prêté attention qu'aux grosses entreprises. Ces dernières pouvaient se permettre d'envoyer des représentants à Ottawa, d'exercer des pressions sur leur député, ou d'engager des comptables ou des juristes chargés de faire le travail nécessaire pour obtenir les subventions et l'aide qui étaient alors mises à leur disposition. Les grandes entreprises avaient les moyens de faire inclure leurs crédits d'impôt dans la loi de l'impôt parce qu'elles pouvaient s'offrir des lobbyistes qui feraient les démarches appropriées auprès des divers ministères, notamment le ministère des Finances.

• (1525)

Au cours des deux ou trois dernières années, nous avons découvert que bon nombre de ces grandes entreprises, qui ont contribué largement à la création d'emplois et à la recherche, ne génèrent plus le même genre de poussée économique. Ce sont maintenant les petites entreprises qui jouent ce rôle. Bien des députés ici à la Chambre ont dû se réorienter, retourner aux sources et prendre à nouveau conscience des petites entreprises afin de comprendre leurs besoins.

Même si je parle souvent de l'accès au capital, il y a d'autres aspects de la question que le gouvernement devra aussi aborder. Il devra relever le défi et réduire la paperasserie, les tracasseries administratives. Combien de fois les députés entendent-ils dire que les propriétaires de petites entreprises passent plus de temps à remplir des formulaires du gouvernement qu'à gérer leurs affaires? Nous sommes devenus une nation de grappe-papiers. Nous devons donc réaliser que, tout en favorisant l'accès au